

**Pays** : Croatie et Slovénie

**Commission** : Commerce

**Problématique** : Nouvelles routes de la soie et relations commerciales avec la Chine, coopération ou protection ?

La Croatie se trouve en Europe centrale, sur la mer Adriatique et voisine la Slovénie à l'ouest, la Hongrie au nord, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine à l'est, ainsi que le Monténégro au sud-est. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 2013 et est une démocratie parlementaire dirigée par le premier ministre Andrej Plenković, un pro européen du parti centre-droit HDZ.

La Slovénie se trouve également en Europe centrale et voisine la mer Adriatique au sud-ouest, l'Italie à l'ouest, l'Autriche au nord, la Hongrie au nord-est et la Croatie à l'est. Le pays a rejoint l'Union Européenne en 2004 et l'Eurozone et la zone Schengen en 2007. C'est une démocratie parlementaire dirigée par le premier ministre Janez Janša, un populiste du parti nationaliste SDS.

Les deux pays sont indépendants depuis 1991, lors de leur sécession de la Yougoslavie, une dictature communiste réunissant les pays actuels de la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et la Macédoine du Nord.

Les nouvelles routes de la soie, aussi appelée la Belt and Road Initiative (BRI), un projet très ambitieux initié par le président chinois Xi Jinping en 2013, ont pour but de constituer un réseau économique et d'infrastructure visant à mieux relier la puissance chinoise avec ses partenaires économiques à travers le monde d'ici à 2049, qui marque le 100ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Le plan envisage plusieurs liaisons qui relient l'Empire du Milieu à l'Europe, l'Afrique, et au Moyen-Orient, en passant par des voies terrestres en Asie Centrale et Asie du Sud ou les voies maritimes de l'Asie du Sud-Est et de la Méditerranée. Il s'appuie sur des investissements massifs visant à créer ou agrandir des ports, des routes, voies ferrées, capacités de production et de transport énergétiques, et des complexes logistiques interconnectés avec la Chine. Environ 70 pays ont adhéré au projet de façon formelle, étant signataires du projet, dont la Croatie et la Slovénie en Europe.

Cette initiative chinoise pose un vrai problème stratégique pour la Commission et les Etats Membres de l'UE : doit-on faire le pari d'une collaboration et une intégration économique plus grande avec la Chine, qui est prometteuse en termes de développement économique, au risque d'une dépendance accrue vis-à-vis d'une Chine expansionniste et qui souhaite visiblement contrôler tous les éléments clés de la puissance économique, technologique et financière ? Ou est-ce qu'une politique de protection est davantage souhaitable pour garantir une plus grande indépendance politique et économique, au prix d'une perte d'opportunités de croissance et de tensions diplomatiques ?

Le projet de la Belt and Road Initiative fait donc grand débat en Europe. D'une part, nombreux sont ceux qui pensent que ce projet est économiquement positif et présente une opportunité de développement unique pour des régions qui se sont trouvées jusqu'à présent à l'écart des grands flux d'échanges dans le monde et d'investissements en infrastructures, dans un contexte de grand besoin de développement de ces dernières. D'autres, en revanche, voient en ce projet un moyen pour la Chine de consolider son influence géopolitique sur l'échelle mondiale, de créer des dissensions au sein des pays occidentaux et de faire progresser un agenda économique et géopolitique agressif à marche forcée. Ces inquiétudes se sont exprimées notamment lorsque la Chine a pris possession d'un port Sri Lankais faisant partie de la BRI, le gouvernement du pays n'étant plus capable de rembourser sa dette. La Croatie et la Slovénie, faisant partie de la BRI, sont donc directement concernées par ces opportunités et risques, et leur objectif est donc d'essayer de tirer les meilleurs bénéfices économiques des investissements chinois, sans pour autant s'exposer aux risques d'une explosion de la dette pour financer les nouvelles infrastructures, et de trouver le juste point d'équilibre entre les intérêts géopolitiques de l'Union Européenne et ceux de la Chine.

La Croatie et la Slovénie sont membres de l'accord 17+1 qui prévoit plus de coopération entre la Chine et les pays d'Europe Centrale et de l'Est, et sont également membres de l'accord de la Belt and Road Initiative depuis 2017. La Chine a déjà beaucoup investi dans plusieurs projets d'infrastructures dans les deux pays, avec par exemple la construction du pont Pèlera en

Croatie, et les leaders Chinois, Croates et Slovènes ont récemment réaffirmé, lors de visites officielles, leurs intentions de continuer et d'augmenter leur coopération à travers la Belt and Road Initiative. La délégation de la Croatie et de la Slovénie propose donc plus de coopération avec la Chine, un partenaire économique important qui peut aider au développement économique des pays européens.